L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 19 DÉCEMBRE 1871. | 45me Année.—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS.

NOUVELLE-ORLÉANS,
MARDI MATIN, 19 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Mde Vincent & Co., à leur salle d'encan, aux Nos 67 et 69 de la rue de la Douane.—Vente régulière d'articles de fantaisie, jouets, marchandises sèches, etc.

Pierre de Ferlet, au No 80 de la rue Royale.—Beaux de premier de l'an, diamants, montres, bijoux, etc.

Par Christian & Paul, vente pour être, du magasin de faïence et de porcelaines, au coin des rues Royale et Orléans.

Par Hoffman, Mache & Co., au No 28 de la rue Chartres.—Bottes, souliers et bredequins, linge de table.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, en face de la Poudrière.—Pommes de terre.

Par M. Montgomery, à la salle d'encan, 67 rue Camp.—Vente régulière de meubles.

M. Vignié.—Vente régulière de meubles, No 122, rue Chartres, entre St. Louis et Toulouse.

La vente à l'encan d'articles de fantaisie de Noël, d'étrennes, joyaux, etc., sera continuée ce soir, à 11 heures précises, rue du Camp No 84. Le comprendra toute la balance du stock, et la dernière occasion offerte aux nombreux aux acheteurs d'obtenir à bon marché ces beaux et précieux articles. Les dames sont invitées à assister à cet encan.

La grande vente de bijoux, diamants, montres d'or, articles de forte argenterie, lionnaises et autres, chaînes de gilet, agrafes, continuée aujourd'hui, à 11 heures du matin, au No 80 de la rue Royale, par M. D. de Ferlet. La vente sans limite et comprend des articles de valeur, depuis les plus bas jusqu'aux plus chers prix. La vente est, en outre, positive, et les articles sont garantis.

ATTENTION !!

Présents de Noël et de Premier de l'An.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Faïence ! Faïence ! Faïence ! Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Pommes de terre ! Pommes de terre ! Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

(Suite et continuation, aujourd'hui, de la vente d'articles de fantaisie de Chaus, Sans réserve, par Vinet & Co., rue du Camp No 85. Les acheteurs de ces articles pour les fêtes seront bien d'assister à cette vente.

Faites imprimer vos Factures, Cartes, et toutes autres choses au Pelican Printing Office, No 112 et 114, rue Poydras.

THÉATRES.

Aujourd'hui, Mardi :

OPERA.—La Fille du Régiment et Les Forfaits de Pipermans.

AMERIC.—Le Lion Amoureux.

St CHARLES.—Paul Clifford.

CAMP-STREET.—Lolotte Aventurière.

GRAND TOUR.—Les Bretons et MÉNAGERIE—Place Tivoli.

L'Esclavage de la Dette.

Pour cette fois, on ne saurait le nier, les citoyens sont fort préoccupés de la situation plus qu'embarrassée des affaires publiques, et cette préoccupation est chose presqu'impossible, car de quelque côté qu'on se tourne on trouve les mêmes difficultés de solution. La détresse est partout. Aussi voyons-nous des revirements étranges. Le commerce aux abois désire un changement. Le négociant désespéré veut devenir homme politique, il veut au moins être officier ministériel, c'est-à-dire fonctionnaire de l'Etat ou de la ville. Cette aspiration est si fervente et si générale qu'un candidat futur pour la place de contrôleur n'a pas trouvé de meilleur moyen d'action sur l'esprit des votants que de leur promettre des places. C'est cependant de pareilles promesses qu'il fait la ronde pour préparer sa nomination conventionnelle, et bien qu'on sache qu'il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus, on se laisse prendre facilement à ce mirage trompeur des places, s'il est vrai le besoin qu'on pourra de sonder un avenir nouveau.

Nous nous expliquons facilement ces illusions. Le ministérialisme et le berceau de cet état de la nation, depuis la fin de la guerre. Les officiers publics sont pour ainsi dire fleuri et prospéré quand tout le reste, le commerce en tête, est resté maigri. La substance a été toute pour les premiers, et les seconds n'ont pas même eu des miettes. On peut comparer le citoyen non fonctionnaire au mouton tenu à la terre entre les jambes du tondeur, on prend au mouton toute sa laine en lui laissant cette toutefois de sa peau parce qu'elle doit produire une toison nouvelle qui sera également enlevée de qu'elle aura suffisamment poussé. Ce qu'il y a de pire en cette affaire pour le mouton, nous voulons dire pour le contribuable, c'est que le tondeur n'est pas toujours pris parmi les plus habiles et les plus savants gardiens du troupeau, mais parmi les plus adroits et les plus ignares, et alors la toute-puissance du plus habile s'en ressent.

Si donc on n'exige des fonctionnaires publics que le talent de donner des coups de ciseau, le talent de parler ou d'écrire est alors inutile, et tout le monde devient apte à servir la ville ou l'Etat dans les divers départements de l'administration. De là l'ambition du ministérialisme qui a ainsi tant de gens, et de là le calcul du candidat dont nous parlions plus haut, qui fonde son espoir de succès sur l'ignorance crédulite des électeurs.

Nous le répétons, le besoin d'un changement, est presque général et si, dans le voisinage des Etat-Unis, il y avait un pays tolérablement gouverné, rien ne pourrait en utiliser une masse d'émigrants. Si l'on n'émigre pas, c'est qu'on veut partout en Amérique les mêmes principes républicains donner lieu aux mêmes abus et aux mêmes excès. On reste alors on l'on est, mais en tâchant d'attraper une poignée de la toison publique.

Tout en prenant la situation d'une manière résignée et philosophique, on se demande si cette situation peut toujours durer et si le mal peut continuer sans cesse et sans limite. Evidemment non, le mal poussé à bout s'arrête de lui-même faute de substance à dévorer. La toison diminue chaque année, car lorsque la moutonne a été qu'il n'y a plus rien à brouter dans la plaine découverte, il s'enfonce dans les bois en laissant accrochée aux buissons une partie de sa laine précieuse. Le propriétaire aujourd'hui n'a plus de revenus dans les campagnes ; le marchand a vu tarir la source de son commerce ; il ne vend rien parce qu'il n'y a plus d'argent pour acheter et cependant les redevances fiscales ne font que s'accroître. Il faudra donc tout abandonner et aller là où le fisc ne pourra pas nous atteindre. Le jour viendra, et ce jour n'est pas éloigné, où les citoyens se porteront dans les Etats de l'Union où les fortunes privées seront le plus respectées. Un pour cent de ce jour est précieux, où les Etats les plus libres ne seront pas les Etats les plus républicains, mais bien les Etats les moins chargés de dettes, car ce sont les dettes qui font les Etats vraiment esclaves. On le pourra jamais calculer le mal que les dettes ont fait à la moralité publique ; on ne pourra jamais calculer le mal que ces dettes ont causé à la richesse des Etats, ni avoir une idée juste de la gravité des coups qu'elles ont portés à leur avenir.

Par les dettes et l'émission du papier on a créé l'esprit de spéculation et d'agiotage et l'agiotage a fait naître l'esprit de fraude. Par les dettes et l'émission du papier on a donné aux choses des valeurs fictives et on a doublé, triplé, décuplé le prix des travaux publics. Tel édifice qui n'eût coûté qu'un million si la construction en eut été faite au comptant, a coûté deux millions en papier ; tel chemin de fer, tel canal qui ne coûterait que 2 millions au comptant, coûtera 6, 8, et même 10 millions s'il est payé avec du papier. Il faut payer au même prix les services administratifs, et l'exagération en exagération, par un système outré de crédit, on arrive où nous sommes arrivés, à l'impuissance financière qui est la ruine de toute industrie.

Il est vrai qu'on parle de réformes.... Oui, certes, il est bien temps d'en parler ! Mais le mot de réforme est faible devant la grandeur des maux qui nous assiègent ! Ignore-t-on que le déficit de l'Etat et de la ville dépasse chaque année tout le budget des recettes dont la ville et l'Etat se contentaient avant la guerre et ignore-t-on que la guerre nous a enlevé juste la moitié de nos ressources ? Au lieu d'augmenter nos dettes, après avoir perdu la plus puissante organisation de travail et de main d'œuvre qui fut jamais, il est fallu au contraire nous affranchir des dettes qui nous restaient, si légères qu'elles fussent. Loin d'opérer ce soulagement qui était d'une nécessité logique, on a porté au décuple les dettes de l'Etat et au quintuple les dettes de la ville, pour l'unique honneur de voir la Louisiane compter aujourd'hui parmi les Etats libres.

La liberté, nous en convenons, est un bien fort appréciable et dont peuvent être reconnaissants ceux qui l'ont reçu, mais il ne fallait pas faire succéder un esclavage à un autre. L'esclavage de la dette est le plus effroyable de tous, car personne ne peut y échapper ; directement ou indirectement, chacun en supporte le poids et chacun en souffre. Le premier était partiel, le second est universel, et ne paraît pas plus facile à secouer. Nous n'aurons pas le bonheur de voir le Nord s'intéresser à nous et nous envoyer ses soldats pour renverser les aventuriers qui nous a laissés et auxquels nous devons l'esclavage où nous sommes, l'esclavage de la dette, état de choses qui paralyse nos moyens et détruit notre avenir.

Nous voyons partout les effets pernicieux de la dette, partout dans la ville et dans l'Etat. Dans la ville, c'est la dette qui rend notre port désert. Pour servir les intérêts de cette dette nous sommes obligés de lever sur les étrangers et les navires des droits si épouvantablement onéreux, que les capitaines de marine renoncent à la pensée de venir charger une cargaison à la Nouvelle-Orléans. Les bateaux à vapeur eux mêmes, qui transportent les produits du pays, sont rançonnés outre mesure, et nous les voyons tacher de se soustraire à nos impositions en ouvrant sur les affluents du Mississippi et sur les cours d'eau de l'intérieur de l'Etat au commerce direct avec les habitants et les planteurs. De cette manière la Nouvelle-Orléans perdra bientôt tout le coton du Nord de la Louisiane et même une grande partie du sucre de l'Etat, car les négociants de Cincinnati, de Louisville et de St-Louis s'ingénient déjà à nous enlever le commerce de l'Atchafalaya et du Teche, après nous avoir privés du commerce de l'Arkansas et d'une partie des affaires de la Rivière Rouge.

Qui nous cause toutes ces pertes ? la dette. C'est encore la dette qui empêche le percement et le pavage de nos rues et l'exécution de maintes améliorations urbaines sans lesquelles la Nouvelle-Orléans ne pourra jamais prendre un développement sérieux. C'est encore la dette qui empêche l'industrie de fonder des établissements de travail local où la population ouvrière pourrait trouver en tout temps une occupation rémunératrice. Nous sommes fort surpris que ce qui nous reste de cette population ouvrière puisse vivre encore ici, quand elle a à payer des loyers cents et des vivres d'un prix hors de proportion avec le prix de son travail journalier, et quand le travail lui manque souvent, car le propriétaire obéré ne fait ni réparer ni construire. C'est peut-être là la vraie cause qui détourne du nous l'émigration des Européens. Ainsi c'est la dette et toujours la dette qui arrête avant fait fermer le port, fait aussi déserter nos rues et nos places, car il nous semble que tout languit et se meurt ou que tout est sur le point d'expirer dans la solitude.

Dans l'Etat et dans les campagnes, c'est pire encore. La toute amélioration y est devenue impossible ; l'argent y fait complètement défaut. La plupart n'y plus bien moyen pour faire travailler qu'en pour compléter, Lin proportion trois ou cinq cents, il ne pense pas même à faire travailler de nouveaux. Tout se ralentit, tout se ferme, tout se fait, tout se meurt. Tout se ralentit, tout se fait, tout se meurt. Tout se ralentit, tout se fait, tout se meurt. Tout se ralentit